

MEDIAPART

Remplacez l'alimentation au cœur de notre démocratie

9 OCT. 2017 PAR LES INVITÉS DE MEDIAPART BLOG : LE BLOG DE LES INVITÉS DE MEDIAPART

Les membres qui participent à la Plateforme citoyenne pour l'alimentation ne sont pas réellement satisfaits de l'organisation générale des Etats Généraux de l'alimentation et souhaitent alerter le président de la République de ces difficultés.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vous avez annoncé en juin dernier que vous souhaitiez organiser les Etats Généraux de l'Alimentation. C'est un projet ambitieux auquel plus de 50 organisations de la société civile participent activement et apportent au quotidien leurs propositions et expertise. Nous sommes satisfaits que de tels moments aient lieu car l'alimentation et les politiques agricoles ne peuvent se discuter avec les seuls acteurs économiques de l'aval et doivent intégrer les besoins des paysans et les attentes des consommateurs.

Les sujets portés par nos organisations témoignent de notre diversité et nous avons su travailler pour porter dans nos champs d'expertise [63 propositions concrètes \(https://www.mediapart.fr/perso/contributions/editio ns/articles/%C2%AB%20M.%20Le%20Pr%C3%A9sident.%20favorisez%20une%20alimentation%20saine%20e t%20soutenez%20la%20transition%20agro-%C3%A9cologique%20%C2%BB\)](https://www.mediapart.fr/perso/contributions/editio ns/articles/%C2%AB%20M.%20Le%20Pr%C3%A9sident.%20favorisez%20une%20alimentation%20saine%20e t%20soutenez%20la%20transition%20agro-%C3%A9cologique%20%C2%BB) dans nos priorités pour les Etats Généraux de l'Alimentation. Nous sommes mobilisés pour que l'agriculture réponde aux enjeux environnementaux et climatiques dans les fermes et les territoires ruraux et nous partageons une vision d'une démocratie alimentaire ainsi qu'une transparence renforcée au service de la diversité agricole et alimentaire en France et à l'international. Les paysans qui produisent notre nourriture doivent vivre décemment et ne pas souffrir de leur travail. Nous soutenons les réformes qui permettent de bien vivre de ce métier et orientent vers une agriculture qui préserve les ressources et la santé, du producteur au consommateur. Nos organisations défendent l'emploi et la préservation des terres agricoles sans lesquels la transition agro-écologique ne pourra être assurée. Elles défendent également le bien-être animal ainsi qu'une meilleure cohérence des politiques nationales et internationales afin qu'agriculture et solidarité aillent ensemble.

Nos organisations sont déterminées à contribuer à ces travaux, cependant nous sommes unanimes : dans leur organisation actuelle, les Etats Généraux ne parviendront pas à réussir leur mission.

Ceci est une alerte, M. le Président.

Nous sommes inquiets des résultats et de leur application politique. Les Etats Généraux doivent permettre une vraie sollicitation de la société civile. Malgré notre participation active et constructive aux ateliers, la plupart de nos propositions sont évacuées d'un revers de main. Les conclusions de la première phase des ateliers ne font pas consensus et les dissensus n'apparaissent pas systématiquement. Dans ces conditions, nos organisations ne pourront s'associer aux résultats.

Car vous le savez tout autant que nous M. le Président, tous les modèles agricoles ne se valent pas. Les différents modes de production n'ont pas les mêmes impacts en termes d'emplois, de santé et d'environnement. Nous avons besoin d'une autorité publique qui le reconnaisse et favorise la transition vers les modèles agro-écologiques.

Nous savons que notre vision agricole est pragmatique et les solutions que nous portons ont déjà fait leurs preuves : agriculture biologique et agro-écologie, circuits courts et de proximité, commerce équitable,